

1 - Actualité nationale et internationale

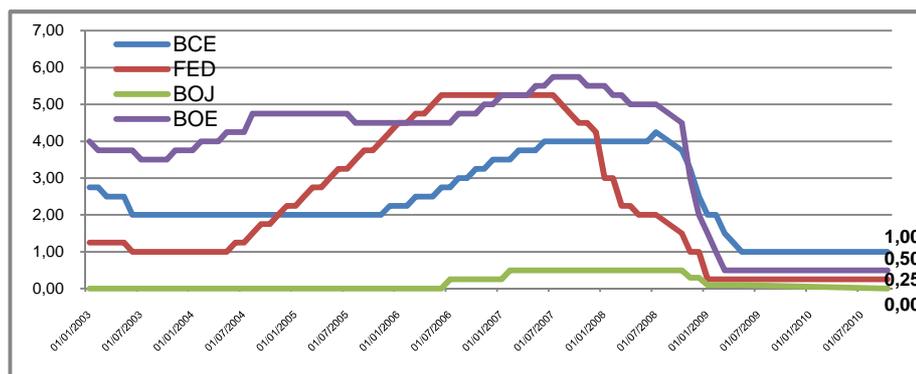
Nominations aux Instituts d'émission

Par décision du gouverneur de la Banque de France en date du 7 janvier 2011, M. Nicolas de Seze a été nommé directeur général de l'IEDOM et de l'IEOM, en remplacement de M. Yves Barroux à compter du 17 mars 2011. Il occupait précédemment le poste d'adjoint au directeur général des Opérations à la Banque de France.

Taux d'intérêt

La BCE maintient le statu quo monétaire

Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé le 3 mars 2011 que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt resteront inchangés, à respectivement 1 %, 1,75 % et 0,25 %. Le Président de la BCE observe que « les données économiques récentes confirment que la tendance de l'activité économique dans la zone euro demeure positive, malgré la persistance d'une forte incertitude et que les risques pesant sur l'évolution des prix sont à la hausse »



Chômage

Recul du nombre de demandeurs d'emploi en France sur un mois et légère baisse du taux de chômage au quatrième trimestre 2010

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle Emploi s'établit à 2 703 200 fin janvier 2011, soit une baisse de 0,7 % sur un mois en données CVS-CJO (- 19 300 personnes). Sur un an, ce nombre croît de 1,4 % (- 1,1 % pour les hommes et + 4,2 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans inscrits en catégorie A augmente de 13,4 %. Selon les données provisoires publiées par l'INSEE, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) s'établit à 9,2 % de la population active métropolitaine au quatrième trimestre 2010, en baisse de 0,1 point par rapport au troisième trimestre 2010. En incluant les DOM, il s'établit à 9,6 %.

Légère baisse du taux de chômage dans la zone euro sur un an

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint, selon Eurostat, 9,9 % en janvier 2011, en baisse de 0,1 % par rapport à décembre 2010. Il était de 10 % en janvier 2010. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne s'est élevé à 9,5 % en janvier 2011. Il était de 9,5 % janvier 2010.

Inflation

Baisse des prix en France de 0,2 % sur un mois et hausse des prix de 1,7 % sur un an

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France baisse de 0,2 % sur un mois en janvier 2011 ; sur un an, il croît de 1,7 %. L'inflation sous-jacente en France s'élève en glissement annuel à 0,7 %.

Légère hausse de l'inflation dans la zone euro qui passe sur un an de 2,3 % à 2,4 %

Selon une estimation rapide d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,4 % en février 2011. Il était de 2,3 % en janvier.

PIB

Progression du PIB en Europe et en France au quatrième trimestre 2010

Selon les premières estimations d'Eurostat, le PIB de la zone euro et celui de l'UE27 ont progressé respectivement de 0,3 % et de 0,2 % au quatrième trimestre 2010 par rapport au trimestre précédent. Par rapport au quatrième trimestre 2009, le PIB corrigé des variations saisonnières a augmenté de 2 % dans la zone euro et de 2,1 % dans l'UE27.

Selon les premiers résultats des comptes nationaux publiés par l'INSEE, le PIB français en volume progresse de 0,3 % au quatrième trimestre 2010 comme au précédent trimestre et de 1,5 % sur l'ensemble de l'année.

Informations bancaires

Conseil de régulation financière

Mme Christine Lagarde, Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, a réuni pour la première fois le 7 février 2011 les membres* du Conseil de régulation financière et du risque systémique, créé par la loi de régulation financière du 22 octobre 2010. Ce conseil vise à améliorer la coopération entre les différentes autorités de régulation et à renforcer l'efficacité du dispositif de surveillance de la stabilité financière.

*le gouverneur de la Banque de France, le vice-président de l'ACP, le président de l'AMF, le président de l'Autorité des normes comptables et trois personnalités qualifiées.

Association française des établissements de paiement (AFEPA)

Créée fin 2010, l'AFEPA rassemble les nouveaux opérateurs de paiement et de monnaie électronique agréés en France et en Europe. Elle est membre de l'AFECEI (Association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement).

Dossiers législatifs

Réforme du crédit à la consommation

- *Renforcer l'information et la liberté du consommateur ; rendre plus lisibles les contrats de crédit à la consommation*

Le décret 2011-136 du 1^{er} février 2011 relatif à l'information précontractuelle et aux conditions contractuelles en matière de crédit à la consommation a été publié au Journal Officiel de la République du 3 février 2011.

- *Un taux annuel effectif global exprimant le véritable coût du crédit*

Le décret n° 2011-135 du 1^{er} février 2011 relatif aux modalités de calcul du taux effectif global a été publié au Journal Officiel de la République du 3 février 2011.

Outre-mer

Le Sénat a adopté le 15 février 2011 la proposition de loi organique tendant à l'approbation d'accords entre l'Etat et les collectivités territoriales de Saint-Martin, Saint-Barthélemy et de Polynésie française en matière fiscale.

Publications

1 – Bilan de la médiation bancaire pour l'exercice 2009

Le rapport est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

<http://www.banque-france.fr/fr/instit/telechar/services/BILAN-DE-LA-MEDIATION-BANCAIRE-2009.pdf>

2 - Fédération bancaire française

Le FICP mini-guide n° 17, nouvelle édition

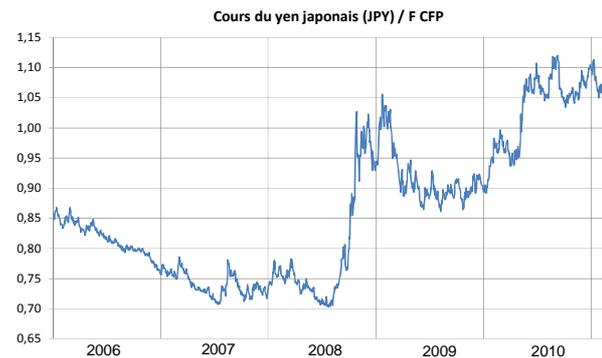
Ce document est disponible en téléchargement sur : www.fbf.fr

2 – Actualité régionale

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 15 février 2011 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. Le PIB du Japon a reculé de 0,3 % au quatrième trimestre 2010 par rapport au trimestre précédent et de 1,1 % en glissement annuel. En janvier 2011, la production industrielle du Japon a progressé de 2,4 % par rapport à décembre 2010. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont baissé de 0,2 % sur un an en janvier. Les dépenses de consommation des ménages ont reculé de 1 % en glissement annuel. Le taux de chômage CVS est resté stable à 4,9 %. En janvier 2011, les exportations et les importations ont crû respectivement de 1,4 % et de 12,4 % en glissement annuel et le déficit commercial s'élève à 4,17 milliards d'euros.



La Banque centrale de Chine relève ses taux pour la deuxième fois depuis le début de l'année pour lutter contre l'inflation

La Banque centrale de Chine a relevé le 8 février 2011 de 25 points ses taux d'intérêt, portant à 6,06 % le taux directeur à un an et à 3 % le taux des dépôts à un an. L'Institut d'émission a annoncé le 21 février 2011 une hausse de 50 points du taux de réserves obligatoires, soit 17,5 % pour les banques ordinaires et 19,5 % pour les grandes banques avec effet au 24 février 2011. En janvier 2011, le taux d'inflation est estimé à 4,9 % sur un an. Les exportations et les importations ont augmenté respectivement de 37,7 % et de 51 % sur un an. L'excédent commercial ressort à 6,5 milliards de dollars au mois de janvier. En 2010, la Chine est devenue la deuxième économie mondiale, (en termes de PIB) à la place du Japon.



Croissance du PIB australien au dernier trimestre 2010

L'Australie a affiché une croissance de 0,7 % de son PIB au quatrième trimestre 2010 par rapport au trimestre précédent, et de 2,7 % sur un an. Lors du trimestre sous revue, la croissance a été tirée par les dépenses privées sur les machines outils et les équipements. Le bureau des statistiques australien a estimé que les inondations récentes n'ont eu qu'un faible effet sur les chiffres du quatrième trimestre mais qu'elles impacteront significativement l'économie australienne au premier trimestre 2011. Le taux de chômage est resté stable en décembre 2010 et janvier 2011, à 5,0 % de la population active. La banque centrale australienne a décidé, le 1^{er} mars 2011, de maintenir son taux directeur, à 4,75 %.



Puissant séisme à Christchurch

La deuxième ville de Nouvelle-Zélande, Christchurch, a subi un puissant séisme le 22 février, dont le coût pour l'économie pourrait avoisiner 15 milliards de dollars néo-zélandais. Selon le Trésor néo-zélandais, ce tremblement de terre aura un impact négatif sur l'économie néo-zélandaise en 2011 en diminuant de 1,5 % la croissance du PIB, mais il aura un impact positif à partir de 2012, au moment de la reconstruction.

Le taux de chômage s'est dégradé au quatrième trimestre 2010, pour s'établir à 6,8 % de la population active contre 6,4 % au troisième trimestre. La banque centrale néo-zélandaise a décidé, le 10 mars, de baisser son taux directeur de 50 points de base à 2,5 %.



3 – Brèves économiques locales

Dissolution du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie

La démission des membres de l'Union Calédonienne du gouvernement collégial de la Nouvelle-Calédonie, suivi de ceux de la liste FLNKS, a provoqué la chute de l'exécutif calédonien le 17 février. Un nouveau gouvernement a été élu le 3 mars, immédiatement démissionnaire de plein droit suite au départ de l'un de ses membres issu de la liste Calédonie Ensemble. De nouvelles élections du gouvernement par le Congrès sont prévues le 17 mars.

Relations entre l'Europe et la Nouvelle-Calédonie

Le forum entre l'Union européenne (UE) et les pays et territoires d'outre-mer (PTOM) s'est tenu en Nouvelle-Calédonie du 1^{er} au 4 mars. Les 21 PTOM et les 4 Etats Membres de l'UE auxquels ils sont rattachés (France, Danemark, Pays-Bas et Royaume-Uni) ont adopté, à l'issue de cette semaine de dialogue, une position commune sur l'avenir des relations entre les PTOM et l'UE. Une proposition législative régissant ce nouveau partenariat sera ensuite présentée devant le Conseil de l'Union mi-2012, en vue d'une application au 1^{er} janvier 2014.

En marge du forum, la Nouvelle-Calédonie et la Commission européenne ont finalisé la programmation du X^{ème} FED, en signant le 2 mars le document Unique de programmation (DOCUP) qui conditionne la mise en œuvre et le financement des interventions du X^{ème} FED. La Nouvelle-Calédonie bénéficiera, dans ce cadre, d'une allocation territoriale de 2 364 millions de F CFP, ciblée notamment sur la formation professionnelle.

Hausse des prix des carburants

Les prix des carburants ont de nouveau augmenté au 1^{er} mars. Depuis cette date, le litre d'essence s'élève ainsi à 148,4 F CFP (+7,4 F CFP) et celui du gazole à 120,7 F CFP (+5,6 F CFP), soit les prix les plus élevés observés depuis janvier 2009. Ces augmentations font suite à la récente flambée du prix du pétrole sur les marchés internationaux. Les compagnies aériennes, directement impactées, ont pour leur part relevé entre 15 et 23 % le tarif de la « surcharge carburant ».

Convention liant les financeurs du médipôle

La Nouvelle-Calédonie, l'Agence sanitaire et sociale (ASS) et le Centre Hospitalier Territorial (CHT) ont signé une convention portant sur l'organisation des études et travaux du médipôle de Koutio et son financement. Les trois partenaires mèneront une stratégie commune de négociation pour l'emprunt nécessaire à la construction du médipôle. Le coût total du projet, financé par l'Etat, le CHT et la Nouvelle-Calédonie via l'ASS, s'élève à 44 milliards de F CFP.

SLN : choix d'une centrale à gaz à Doniambo et annonce de bons résultats pour 2010

Le conseil d'administration de La SLN a décidé de porter son choix sur une centrale à gaz en vue de remplacer l'actuelle centrale au fuel située à Doniambo. Cette solution, plus onéreuse qu'une centrale au charbon, a été préférée notamment pour sa plus faible émission de gaz à effets de serre. L'avant-projet détaillé, préparé en partenariat avec EDF, pourrait être validé en 2012, pour une mise en service envisagée à partir de 2015.

Le groupe minier ERAMET a publié, le 17 février, ses résultats annuels pour l'année 2010 caractérisés par un chiffre d'affaires en progression de 33 %. Pour sa part, la branche Nickel, avec un chiffre d'affaires de 965 millions d'euros en augmentation de 47 % par rapport à 2009, a profité de la progression des cours du nickel. Au niveau local, la production de l'usine de Doniambo s'est établie à plus de 53 700 tonnes en 2010, en hausse de 3 % par rapport à 2009.

Ouverture du Royal Tera

La chaîne Tera a ouvert le Royal Tera, résidence hôtelière de trois étoiles comprenant 108 suites. Il s'agit du quatrième hôtel de la chaîne. Il reprend les infrastructures du Château Royal (ancien Club Med) qui a été rénové et transformé grâce à un investissement de 2,7 milliards de F CFP de la Compagnie Nouvelle-Calédonie Tourisme.

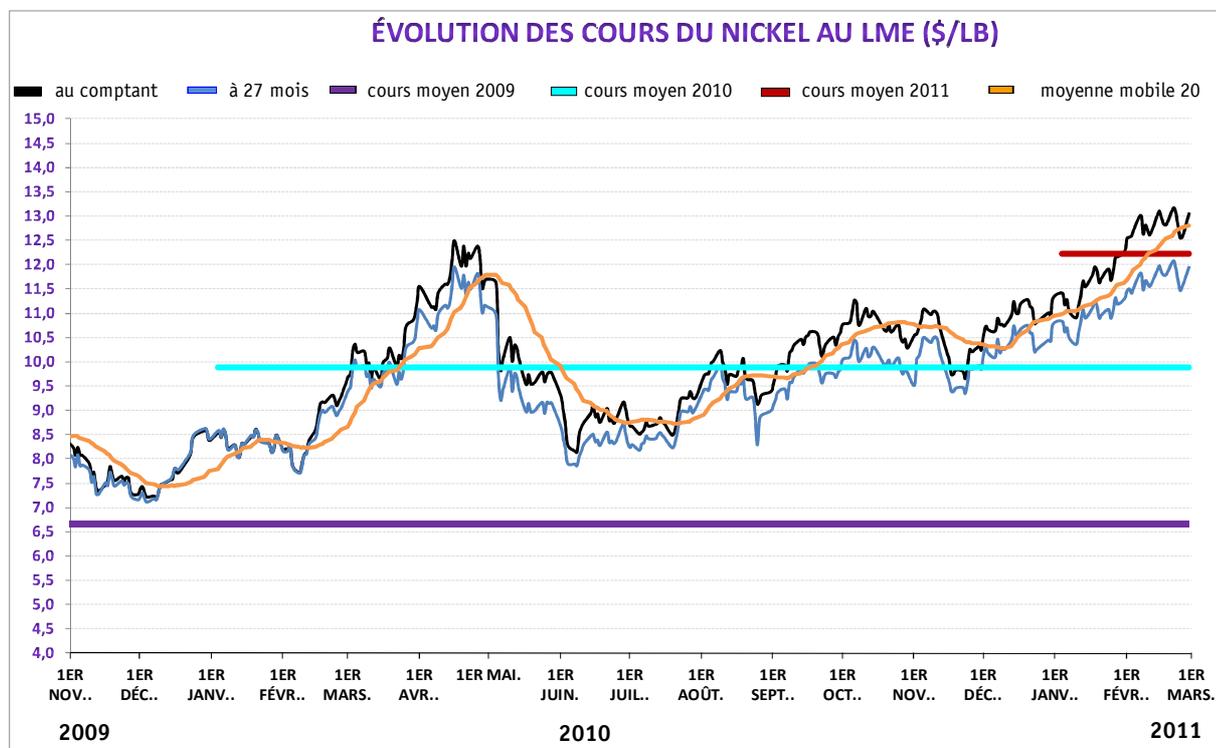
Conventions en faveur de la compagnie intérieur Air Calédonie

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et les trois Provinces ont arrêté deux conventions en faveur d'Air Calédonie pour subventionner ses lignes structurellement déficitaires du Nord et ses tarifs réduits pour les résidents des communes insulaires.

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Indice des prix à la consommation			févr.-11	100,9	0,2%	2,6%
Nombre de demandeurs d'emploi			déc.-10	5 716	-12,6%	-5,0%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)						
Exportations	mensuelles	janv.-11	5 566	-59,8%	-46,6%	
	cumulées	janv.-11	5 566	-	-46,6%	
Importations	mensuelles	janv.-11	20 606	-22,6%	37,3%	
	cumulées	janv.-11	20 606	-	37,3%	
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
NICKEL						
• Cours du nickel au LME en USD/livre			févr.-11	12,81	10,2%	48,9%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre			févr.-11	1 119,59	7,8%	49,1%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	janv.-11	99	-82,9%	-60,2%	
	cumulées	janv.-11	99	-	-60,2%	
• Exportations de produits métallurgiques (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	janv.-11	2 840	-50,8%	-51,7%	
	cumulées	janv.-11	2 840	-	-51,7%	
TOURISME						
• Touristes débarqués	mensuels	janv.-11	7 713	-18,1%	16,3%	
	cumulés	janv.-11	7 713	-	16,3%	
• Nuitées	mensuels	déc.-10	55 629	10,3%	21,9%	
	cumulés	déc.-10	535 425	-	-5,9%	
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		déc.-10	65,90%	- 4,6 pts	+ 7,9 pts	
• Croisiéristes	cumulés	janv.-11	21 048	-	20,3%	
BTP						
• Ventés totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	févr.-11	11 821	68,9%	-10,2%	
	cumulées	févr.-11	18 820	-	-11,2%	
• Index BT 21 (p)		janv.-11	136,65	2,1%	6,3%	
• IRL (p)		janv.-11	109,91	0,4%	0,7%	
CREVETTES						
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	janv.-11	6	-33,3%	-25,0%	
	cumulées	janv.-11	6	-	-25,0%	
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	janv.-11	8	-42,9%	-33,3%	
	cumulées	janv.-11	8	-	-33,3%	
COMMERCE AUTOMOBILE						
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	janv.-11	471	-33,2%	-6,5%	
	cumulées	janv.-11	471	-	-6,5%	

Sources : ISEE, IDCNC, Service des Mines



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	déc.-08	déc.-09	déc.-10	var 09/08	var 10/09
Circulation fiduciaire	13 625	13 978	14 810	2,6%	6,0%
Dépôts à vue	196 488	214 174	241 668	9,0%	12,8%
Total M1	210 113	228 152	256 478	8,6%	12,4%
M2-M1	75 883	89 900	93 186	18,5%	3,7%
Total M3	422 772	462 942	513 551	9,5%	10,9%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	déc.-08	déc.-09	déc.-10	var 09/08	var 10/09
Entreprises	346 659	382 006	404 257	10,2%	5,8%
Ménages	305 711	328 201	362 733	7,4%	10,5%
Collectivités locales	39 195	36 060	48 228	-8,0%	33,7%
Autres agents de CCB non ventilés	10 014	9 732	14 112	-2,8%	45,0%
Total concours sain	701 580	755 998	829 331	7,8%	9,7%
Créances douteuses brutes	14 213	15 435	16 545	8,6%	7,2%
Total concours brut	715 793	771 434	845 876	7,8%	9,6%

Incidents de paiements

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Incidents de paiements sur chèque	MM3*	févr.-11	1 919	9,9%	8,2%
	cumulés	févr.-11	4 313	-	13,4%
Retraits de cartes bancaires (flux)	MM3	févr.-11	264	14,5%	67,8%
	cumulés	févr.-11	597	-	81,5%

* MM3 : Moyenne mobile sur trois mois

Interdits bancaires

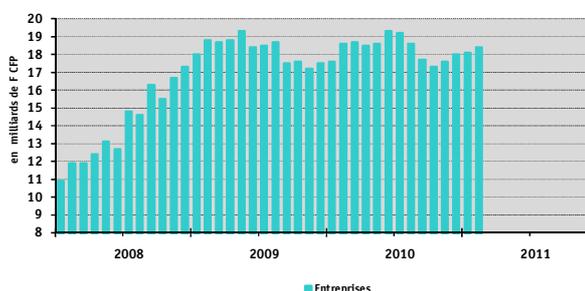
INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Interdits bancaires	stock	févr.-11	6 318	0,7%	2,0%
	dont personnes physiques	févr.-11	5 629	0,4%	1,6%
	dont personnes morales	févr.-11	689	3,5%	5,4%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Cotes valides	févr.-11	12 238	14,7%	59,5%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	févr.-11	3 610	2,2%	10,1%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	févr.-11	18,4	1,5%	-1,1%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2009	2010	Var	
Indice des prix à la consommation	janv	98,6	100,8	2,6	
Entreprises					
nb d'entreprises (a)	déc	48 613	52 329	7,6%	
	dont nb d'entreprises sans salarié (a)	déc	42 547	46 034	8,2%
créations d'entreprises	déc	4 608	5 128	11,3%	
cessations d'entreprises (p)	déc	2 566	2 551	-0,6%	
liquidations judiciaires (nb)	déc	115	135	17,4%	
redressements judiciaires (nb)	déc	90	96	6,7%	
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	févr	654	689	5,4%	
ventes de ciment local (tonnes)	févr	21 161	18 773	-11,3%	
importations ciment (tonnes)	févr	35	1	-97,1%	
total ciment (tonnes)	févr	21 196	18 774	-11,4%	
importations de biens d'équipement (M FCFP)	déc	27 506	33 835	23,0%	
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	févr	1 371	757	-44,8%	
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	janv	287	287	0,0%	
Ménages					
emploi salarié (nb)	sept	82 760	85 863	3,7%	
dont secteur privé	sept	59 063	61 780	4,6%	
dont secteur public	sept	23 697	24 082	1,6%	
demandes d'emploi de fin de mois	déc	6 017	5 716	-5,0%	
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	déc	6 981	7 325	4,9%	
chômeurs indemnisés	janv	1 665	1 495	-10,2%	
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	févr	781,1	828,4	6,1%	
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	févr	5 539	5 629	1,6%	
décisions retraits cartes bancaires	févr	329	597	81,5%	
incidents paiements sur chèques	févr	3 805	4 313	13,4%	
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	janv	504	471	-6,5%	
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	févr	2 293	2 211	-3,6%	
importations de produits alimentaires (M FCFP)	déc	26 893	29 842	11,0%	
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	déc	14 673	16 634	13,4%	
Echanges					
nombre de touristes	janv	6 631	7 713	16,3%	
nombre de croisiéristes	janv	17 494	21 048	20,3%	
taux d'occupation moyen depuis le 1er janvier des hôtels de Nouméa	déc	58,8%	57,9%	-0,9pt	
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	févr	8,48	12,22	44,1%	
cours du nickel au LME en \$/lb	févr	8,60	12,81	48,9%	
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	janv	248	99	-60,2%	
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	janv	1 279	882	-31,0%	
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	janv	5 877	2 840	-51,7%	
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	janv	8 909	4 289	-51,9%	
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	janv	8	6	-25,0%	
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	janv	12	8	-33,3%	
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	janv	10 200	5 179	-49,2%	
part de ces produits dans le total des exportations	janv	98%	93%	-4,8pt	
total des importations (M FCFP)	janv	15 011	20 606	37,3%	
total des exportations (M FCFP)	janv	10 417	5 566	-46,6%	
taux de couverture	janv	69,39%	27,01%	-42,4pts	
recettes douanières (M FCFP)	janv	3 168	3 111	-1,8%	
Indicateurs financiers (M de FCFP)					
Dépôts à vue	déc	214 174	241 668	12,8%	
M1	déc	228 152	256 478	12,4%	
M2	déc	318 052	349 664	9,9%	
Dépôts à termes	déc	144 604	163 733	13,2%	
M3	déc	462 942	513 551	10,9%	
P1	déc	4 188	4 005	-4,4%	
coût du crédit aux entreprises- court terme	juil	4,94%	4,97%	0,03 pt	
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juil	4,65%	4,32%	-0,33 pt	
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juil	5,31 %	4,75 %	-0,57 pt	
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <181 920 F CFP	juil	17,03 %	17,91 %	0,88 pt	
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	déc	771 434	845 876	9,6%	
Ménages	déc	328 201	362 733	10,5%	
dont crédits à la consommation	déc	65 707	69 048	5,1%	
dont crédits à l'habitat	déc	260 763	289 191	10,9%	
Entreprises	déc	382 006	404 257	5,8%	
dont crédits d'exploitation	déc	76 575	77 372	1,0%	
dont crédits d'investissement	déc	206 208	213 900	3,7%	
dont crédits à la construction	déc	91 741	101 159	10,3%	
Collectivités locales	déc	36 060	48 228	33,7%	
dont d'investissement	déc	32 117	42 022	30,8%	
Autres agents de CCB non ventilés	déc	9 732	14 112	45,0%	
créances douteuses brutes	déc	15 435	16 545	7,2%	
taux de créances douteuses brutes	déc	2,0%	2,0%	-0,04 pt	
ensemble des actifs financiers	déc	557 216	619 816	11,2%	
Ménages	déc	299 754	312 802	4,4%	
Sociétés	déc	187 129	213 519	14,1%	
Autres agents	déc	70 333	93 495	32,9%	
dont assurances-vie	déc	76 408	83 604	9,4%	

(p) : provisoire (a) : actualisé

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	13/05/2009
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	4,00%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	
taux de la facilité de prêt marginal	19/05/2009	1,75%	5,40% à 5,85% (Taux SGFGAS à partir du 01/02/2011)
taux de l'escompte de chèques	19/05/2009	1,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois						taux de base bancaire		
	28/02/2011	31/01/2011	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08	taux	date d'effet	
EONIA	0,6890%	1,3130%	- 0,624 pt	0,8170%	- 0,128 pt	6,60%	15/10/2001	banques métropolitaines
EURIBOR 1 mois	0,8670%	0,8950%	- 0,028 pt	0,7820%	+ 0,085 pt	8,23%	31/03/2010	banques locales
EURIBOR 3 mois	1,0940%	1,0740%	+ 0,020 pt	1,0060%	+ 0,088 pt	taux d'intérêt légal		
EURIBOR 6 mois	1,3790%	1,3190%	+ 0,060 pt	1,2270%	+ 0,152 pt	année 2011		
EURIBOR 12 mois	1,7670%	1,6440%	+ 0,123 pt	1,5070%	+ 0,260 pt	année 2010		

taux d'intérêt en moyenne mensuelle						Définitions		
	28/02/2011	31/01/2011	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08			
TEMPE	0,6780%	0,6672%	+ 0,022 pt	0,4902%	+ 0,199 pt	EONIA: Euro OverNight Index Average		
EURIBOR 1 mois	0,8930%	0,7940%	+ 0,099 pt	0,8110%	+ 0,082 pt	TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA		
EURIBOR 3 mois	1,0870%	1,0180%	+ 0,069 pt	1,0220%	+ 0,065 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate		
EURIBOR 6 mois	1,3530%	1,2540%	+ 0,099 pt	1,2510%	+ 0,102 pt	TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)		
EURIBOR 12 mois	1,7160%	1,5500%	+ 0,166 pt	1,5260%	+ 0,190 pt	TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)		
TMO	3,8500%	3,7000%	+ 0,150 pt	3,5900%	+ 0,260 pt	TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)		
TME	3,6500%	3,5000%	+ 0,150 pt	3,3900%	+ 0,260 pt			
TRBOSP	3,7600%	3,7800%	- 0,020 pt	3,6500%	+ 0,110 pt			

évolution des taux d'intérêts en fin de mois									
devise	USD			JPY			GBP		
date	28/02/2011	31/01/2011	31/12/2010	28/02/2011	31/01/2011	31/12/2010	28/02/2011	31/01/2011	31/12/2010
taux JJ	0,250%	0,230%	0,230%	0,105%	0,125%	0,080%	0,570%	0,480%	0,490%
3 mois	0,465%	0,455%	0,476%	0,340%	0,330%	0,110%	0,800%	0,830%	0,820%
10 ans emprunts phares	3,440%	3,400%	3,310%	1,270%	1,230%	1,120%	3,690%	3,650%	3,400%

TAUX DE LUSURE (seuils applicables à partir du 1er janvier 2011)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,01%
Prêts à taux fixe	5,51%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	4,97%
Prêts à taux variable	4,96%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	5,65%
Prêts relais	5,88%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,77%
Crédits de trésorerie		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,63%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 920 XPF	21,31%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 920 XPF	19,67%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 920 XPF	7,77%		Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Devise	1 USD/XPF	86,2598	1 NZD/XPF	64,8895	1 HKD/XPF	11,0727	1 GBP/XPF	139,9293	
100 JPY/XPF	105,3609	1 AUD/XPF	87,7375	1 SGD/XPF	67,8715	100 VUV/XPF	91,5472	1 FJD/XPF	47,6774